



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

7 DECEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-177-DC

Le sept décembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le trente novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 167 à 179), Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUALT, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (sauf 176)

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 151 à 166), Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Bruno CHEPTOU, François BREE, Patricia COCHET, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION, Michaël LOUVET suppléant Nathalie GOHLKE (de 157 à 179)

Absent (s) / Excusé(s) :

Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Guy BERTIN, Sandrine LION, Alain BOURDIN, Gilles TALLUAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Alain BOURDIN à Jean-Philippe RETIF, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD à Sylvie BEILLARD, Fabrice BARDY à Isabelle ISABELLON, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Éric POEHR à François BREE, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Bertrand CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Amelle PONCET

	DC 151 à 156	DC 157 à 166	DC 167 à 175	DC 176	DC 177	DC 178 à 179
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41
Présents	51	52	52	50	51	52
Absents - Excusés	30	29	29	31	30	29
Pouvoirs	13	13	13	12	12	13
Votants	64	65	65	62	63	65

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI LL) DE LOIRE-LONGUE – LONGUE-JUMELLES – PROJET PHOTOVOLTAÏQUE DES YOUS – CONCERTATION PUBLIQUE PREALABLE

Genèse du projet

Le projet de la centrale photovoltaïque d'une surface d'environ 6 ha pour une puissance d'installation de 4,99 MWp, s'inscrit dans une démarche de développement des énergies renouvelables sur le territoire (en lien aussi avec le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET)) visant aussi à répondre à la souveraineté énergétique nationale.

Depuis septembre 2018, ce site dégradé est étudié pour un développement des énergies renouvelables. Il s'agit d'une ancienne carrière de granulats, dont le site n'est plus sous police des mines par suite de la cessation d'activité administrative. La propriété foncière est communale et, elle est à proximité immédiate du plan d'eau, ancienne base de loisirs. Par ailleurs, le site se situe dans un Espace Naturel Sensible (ENS).

Depuis 2021, le porteur a lancé une concertation avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et le Centre Permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Loire Anjou, en coopération avec le bureau d'études les accompagnant. Un premier projet mêlant panneaux au sol et panneaux flottants a été présenté, mais n'a pas

Le site est validé sur la partie flottante pour des raisons écologiques (enjeux avifaunes forts).

Lors de l'enquête publique de 2021 pour l'élaboration du PLUi LL, le porteur de projet et la commune ont déposé conjointement une note auprès du Commissaire enquêteur, demandant la mise en conformité du PLUi avec le projet. Le projet, qui n'était pas suffisamment avancé sur l'étude d'impact, n'a pu recevoir une réponse favorable de l'Agglomération pour justifier d'un secteur particulier.

Depuis, le porteur de projet a poursuivi ses études environnementales, notamment sur les zones humides, avec une étude hydraulique afin de démontrer l'innocuité vis-à-vis des enjeux posés par le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi).

En mai 2023, le permis de construire a été déposé. Des compléments ont été apportés courant juillet. Le dossier, considéré comme complet tacitement depuis le 14 septembre dernier, est en cours d'instruction.

Intérêt général du projet

Le projet de centrale photovoltaïque participera à répondre aux objectifs du PCAET sur le développement des énergies renouvelables sur le territoire de l'Agglomération, ainsi que l'objectif national de souveraineté énergétique. En effet, le projet prévoit une production annuelle moyenne estimée d'environ 6,5 GWh/an, soit l'équivalent de la consommation électrique d'environ 2 957 personnes (environ 44% de la population de la commune de Longué-Jumelles).

Nécessaire adaptation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur Loire-Longué (PLUi LL)

Ce projet de centrale photovoltaïque s'inscrit dans une démarche de développement des énergies renouvelables sur la commune de Longué-Jumelles, et sur le territoire de l'Agglomération.

Le site sur lequel doit être réalisé le projet est classé en zone naturelle (N) dans le PLUi LL approuvé en juin 2021, et modifié par une procédure postérieure sans incidence sur la zone de projet.

La zone N a été créée pour identifier un secteur à protéger en raison de son caractère d'espace naturel et en lien avec le risque inondation. En effet, ce secteur est classé en zone rouge du PPRi du Val d'Authion. Ce classement ne permet pas l'implantation de ce type de projet.

Il est donc nécessaire de modifier le classement en créant un STECAL type « Npv », pour lequel un règlement très ciblé sera mis en place, afin de permettre l'implantation de ce projet, tout en prenant en compte les enjeux paysagers et environnementaux du site.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLUi LL soutient le développement des énergies renouvelables sur son secteur (orientation "*devenir producteur d'énergie et renforcer le mix énergétique*"). Ainsi, le projet est compatible avec les orientations concernant le développement de ce type d'activités.

Dans ces conditions, le PLUi LL doit être adapté afin de permettre la mise en œuvre de ce projet en ayant recours à la procédure de la déclaration de projet prévue à l'article L.300-6 du Code de l'Urbanisme. Par ailleurs, compte-tenu de la superficie du STECAL envisagé, la procédure est soumise à évaluation environnementale de manière systématique (article R.104-13 du code de l'urbanisme)

Concertation publique préalable sur le projet d'évolution du PLUi LL

La loi d'accélération et de simplification de l'action publique dite Loi ASAP adoptée le 28 octobre 2020 a modifié le Code de l'Urbanisme pour soumettre à concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par les mises en compatibilité des plans locaux d'urbanisme soumises à évaluation environnementale.

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de la collectivité. Les modalités de la concertation doivent permettre, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. À l'issue de la concertation, l'autorité en arrête le bilan. Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique, ce qui sera le cas, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

Il convient donc d'organiser une concertation selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition d'un dossier présentant les principales caractéristiques du projet de centrale photovoltaïque des YOUS, au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Longué-Jumelles aux jours et horaires habituels et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération pour une durée minimale de 30 jours annoncée au moins 8 jours avant par voie d'affiche, de presse et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération.
- Mise à disposition sur la même période de registres papier au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Longué-Jumelles afin de recueillir les observations, propositions et contre-propositions des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées. Possibilité offerte de faire part d'observations par courrier postal au Président de la Communauté d'Agglomération, 11 rue du Maréchal Leclerc – CS54030 – 49408 Saumur Cedex, ou électronique à urbanisme@saumurvaldeloire.fr sous la mention "YOUS".
- Organisation d'une réunion publique à la mairie de Longué-Jumelles présentant les principales caractéristiques du projet et la proposition d'évolution du règlement graphique et écrit du PLUi du

Secteur Loire-Longué annoncée au moins 8 jours avant par voie de presse et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération.

Le bilan de la concertation sera présenté au Conseil communautaire et sera joint au dossier d'enquête publique.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénézé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur Loire-Longué approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 29 juin 2021 ;

Vu la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur Loire-Longué approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la Commission Aménagement du territoire, habitat du 05 décembre 2023 ;

Considérant l'intérêt général que présente le projet ;

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DEFINIR** les modalités de concertation publique de la mise en compatibilité telles qu'énoncées ci-dessus.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Mme Tubiana ne prend pas part au vote


Résultat des votes :

Pour : 63 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :


Jackie Goulet Claisse
Jackie GOULET CLAISSE